LETTRE SUR LA LIBERTE

AVERTISSEMENT

Cette lettre est le premier texte que j'ai écrit, fin 1993, après plusieurs années d'usine et un an de chômage. Elle est adressée à Monsieur Jacques Marx, professeur de littérature à l'Université Libre de Bruxelles, à propos de son article ***La libre pensée : une formule négative ?*** *paru dans la revue* ***telex*** *n° 91 de novembre 1993. Elle a été traduite et publiée en grec par Yiannis Yioannidis aux* ***Editions à Jeun*** *(****série faim et soif****, 1999) en même temps qu'une autre de mes lettres :* ***Autopsie du rapport sociale****, contribution au* ***Voyage à l'intérieur d'un cadavre*** *(1985), de Jean-Pierre C. Jacques Marx étant peu connu à Athènes, Yiannis l'a publiée sous le titre* ***Lettre sur la Liberté*** *que j'ai conservé. Soit qu'elle ne lui soit pas parvenue, soit que M. Jacques Marx ait vu là une provocation d'étudiant situationniste, cette lettre n'a jamais reçu de réponse de la part de son destinataire. C'est pourquoi je me suis permis d'apporter quelques corrections, mais le sens n'a pas été modifié.*

Monsieur,

Je ne suis pas membre de *l'Union des Anciens Etudiants*. Je ne suis même pas étudiant. Je suis ajusteur (au chômage). Ce qui ne m'a pas empêché de prendre connaissance de votre article paru dans le numéro 91 de *telex*.

Pardonnez-moi d'intervenir d'une façon peut-être inopinée, mais il se trouve que vous abordez des questions qui m'interpellent depuis longtemps, telles que les questions de la dignité et de l'identité de l'homme. Je n'ai pas encore réussi à y répondre avec précision, mais ce que vous avez écrit m'aide dans ma tentative.

Vous écrivez : *« Tout le monde sera d'accord pour affirmer que la dignité de 1'homme consiste dans la pensée »*.

Votre définition humaniste se rapproche de ce que le philosophe Karel Kosik écrivait à Sartre en 1975 : *« ...je considère l'exercice de la pensée comme un droit humain, inaliénable ... je considère comme inaliénable le droit de chaque homme d'avoir sa propre opinion et de pouvoir l'exprimer et la communiquer librement ».*

Dans cette période fortement médiatisée, où plus que jamais l'expression de la liberté de pensée est le monopole des écrivains, des journalistes et des intellectuels, et où la dignité professionnelle de l'écrivain s'exprime, de façon corporatiste, chez Bernard Pivot, voir affirmer la dignité de l'homme dans sa pensée, voir affirmer la dignité tous les hommes, donc voir aussi affirmer ma propre dignité, me réchauffe le cœur.

Vous mettez en garde contre une interprétation erronée d'une telle définition : *« En d'autres termes, on pourrait soutenir que chaque fois qu'un homme "pense" — c'est à dire chaque fois qu'il accède à une opinion quelconque par la réflexion — il est libre ou il se libère. »* Et vous soulignez, à propos des protestants, le risque d'accéder à une opinion partielle ou fausse qui ne saurait donc exprimer une réelle libération. Etant entendu que les critères d'*erreur* et de *vérité* ont été précisés au 19e siècle par la pensée libérale et par la franc-maçonnerie.

Mais l'on peut aussi imaginer le cas inverse d'un homme qui pense, qui accède à une opinion *vraie*, mais pour qui cette faculté de penser, parce qu'il est esclave ou colonisé, ne serait pas une libération, mais une simple velléité de se libérer. La pensée de cet homme, ne pouvant, à cause de la contrainte qu'il subit, trouver le chemin de son effectivité, se transformerait en une douleur qui le consumerait de l'intérieur. C'est de cet homme-là que je veux parler.

Vous dites que *« la libre pensée ne gagne probablement pas à être trop définie »*. Ce que je vous accorde. La libre pensée doit pouvoir excuser les poètes maudits, Sade, Lacenaire ou Céline (où les pasteurs protestants).

Par contre il est une chose que l'on doit absolument tenter de définir : c'est ce qui s'oppose à l'humanité de l'homme, à sa liberté de pensée.

Je suis d'accord avec Heidegger lorsqu'il écrivait, dans sa *Lettre sur l'humanisme* : *« Cet "humanisme" qui s'érige contre tout humanisme antérieur, sans se faire le moins du monde le porte-parole de l'inhumain faut-il encore l'appeler "humanisme"? »*.

Je pense que cette démarche est *fondamentale*. Comment est-il possible de parler de l'humanité de l'homme si l'on ne commence pas par définir ce qui est inhumain et entrave la liberté de pensée ? On a trop tendance à croire que la qualité humaine est menacée uniquement dans les situations paroxystiques où 1'homme crève les yeux de l'homme ou lui arrache la langue... C'est une conception trop physiologique de la qualité humaine. Au nom de cette conception on ferme les yeux sur toutes les mesquineries qui entravent la liberté de pensée et rend l'existence de l'ouvrier salarié insipide. Il serait donc nécessaire de réviser les critères d'erreur et de vérité établis par une douteuse laïcité libérale et franc-maçonne.

Je voudrais essayer de préciser mon malaise en partant du passage de votre article qui offre, à mes yeux, le plus d'intérêt : *« la condition fondamentale de l'exercice d'une pensée libre implique que jamais l'autorité ne s'impose à la conscience de l'individu avec une force contraignante. Pour qu'il y ait libre pensée il faut que l'individu reste libre (et dispose des moyens adéquats) de discuter l'autorité qu'il a en face de lui, de lui demander ses titres, de l'interroger sur ses preuves. Bref il faut que le libre penseur soit en mesure de vérifier la légitimité des discours vrais, ou qui se prétendent tels. »*

Vous décrivez ainsi, indirectement, le rapport social le plus courant dans notre société : le rapport où l'autorité s'impose à la libre pensée avec une force contraignante inacceptable, le rapport où l'autorité est indiscutable et sa légitimité invérifiable : le rapport salarial. Dans ce rapport l'autorité de l'employeur impose la subordination au travailleur par un moyen difficilement contestable, la forme juridique du contrat de travail.

Là où s'élabore la vie matérielle et sociale de l'humanité, là où l'ouvrier salarié passe la plus grande partie de son unique vie sur terre, il n'y a pas de place pour la libre pensée. L'employeur arrive avec des préconçus qui l'avantagent sans qu'il soit possible de les discuter librement avec un esprit ouvert et une rigueur scientifique.

On se penche sur les conditions économiques de la vie de l'ouvrier salarié, sur ses conditions de sécurité et d'hygiène, mais personne ne se soucie de sa dimension humaine : sa capacité de penser. Cela ne peut vouloir dire que deux choses : ou l'on considère que l'ouvrier salarié n'est pas un être adulte, ou alors c'est un être colonisé.

Vous écrivez : *« le rejet de tout argument d'autorité ne saurait être une attitude à prendre la lettre »*. J'en conviens. Et j'accepte, pour certaines activités ponctuelles, nécessitant la coordination de multiples efforts (par exemple l'élévation d'un menhir), qu'une personne qualifiée détienne une certaine autorité afin de conduire la manœuvre à bonne fin et en évitant

les accidents. Pourtant aucune autorité ne saurait m'imposer ses valeurs *en permanence*, 8 heures par jours, 5 jours par semaine, 11 mois par an.

On m'a souvent rétorqué que les nécessités de la production faisaient que, dans l'entreprise, je ne pouvais pas exprimer ma liberté de penser, mais je pouvais le faire *en dehors*. Je pense qu'aucune nécessité d'ordre matériel ou technologique ne saurait justifier qu'un homme puisse empêcher un autre homme de penser. Au contraire ! L'être humain est ainsi fait que, si on l'empêche de penser durant une seule minute, tout le reste de son existence s'en trouve dévalorisé, aussi bien dans les travées du supermarché que dans les allées du Parc Roi Baudouin.

On m'a encore rétorqué qu'en tant que salarié j'avais des droits syndicaux et politiques. Pourtant un syndicat ne défend pas mes intérêts d'être humain qui vise à l'effectivité de sa pensée, mais mes intérêts d'homme salarié déjà subordonné à une autorité. Il en est de même pour les partis. Ils ne représentent pas l'humanité de l'homme, mais des intérêts particuliers : le parti des catholiques, le parti de la libre entreprise, le parti des travailleurs, le parti des écologistes... états différents qui représentent autant de privilèges ou de limites de la dimension humaine.

Vous écrivez qu'au-delà de l'opposition à L'Eglise, dans le monde moderne, la libre pensée s'est exprimée dans la lutte contre les régimes totalitaires : *« la lutte contre ces régimes peut donc, dans un sens plus général encore, être considérée comme appartenant à l'histoire de la libre pensée. »*

La pensée totalitaire peut se présenter avec des intensités différentes. Elle peut prendre la forme concentrée lorsqu'elle accède au pouvoir, mais elle peut aussi prendre des formes plus diffuses. Le totalitarisme c'est déjà, cette part d'esprit totalitaire qui peut traverser chacun d'entre nous dans certaines circonstances, et qui peut tendre à se cristalliser dans certaines pratiques et formes d'organisations. Ainsi, comme l'ont montré des auteurs comme Robert Michels ou Duverger, les partis politiques, même les plus démocratiques, ne sont pas exempts de tendances totalitaires. Il en va de même pour les syndicats. Les partis n'ont pas pour vocation de promouvoir l'humanité de l'homme, donc la libre pensée, mais de conquérir le pouvoir pour faire triompher une conception particulière de la société. Le désir du pouvoir exprime toujours un penchant totalitaire car il ne trouve pas sa réalisation dans le dialogue avec l'adversaire, mais dans sa défaite électorale.

Loin de moi l'idée de contester la réalité des persécutions dont Karel Kosik fut la victime. Il n'en reste pas moins vrai que lorsqu'il revendiquait, face à la police stalinienne, son droit à la liberté d'opinion, il ne le faisait pas tant au nom du droit de *tous les hommes*, donc aussi au nom des ouvriers salariés, mais surtout au nom de sa qualification universitaire, c'est-à-dire en tant que *spécialiste* de la pensée.

Pour les écrivains, les journalistes ou les intellectuels qui sont spécialisés dans la pensée — je dirais, sans sous-entendus péjoratifs, pour les *bourgeois* — le droit à la liberté de pensée est un *droit individuel*. Ce qui est normal. Par contre on accepte que le droit à la liberté de pensée des ouvriers salariés, donc également mon droit, soit pris en charge par un syndicat ou un parti. On accepte que le droit à la liberté de pensée des ouvriers salariés soit un droit *représenté*. La liberté de pensée des ouvriers salariés est un droit *collectiviste*. Il n'est pas prévu que l'ouvrier puisse penser *individuellement*. L'ouvrier ne pense pas, il est pensé par les autres : son employeur, son syndicat, son parti…

Les phénomènes totalitaires qui traversent notre société démocratique sont nombreux et assez bien connus. Pourtant aucun de ces phénomènes ne me semblent aussi central que celui-ci : *dans cette société l'on reconnaît que le droit à la libre pensée soit un droit individuel pour les bourgeois, mais l'on accepte que ce soit un droit collectiviste pour les salariés.* Un

homme qui ne peut se penser ni communiquer sa pensée, qui ne peut participer individuellement au débat public de son époque, est un homme colonisé.

Il est révélateur de constater que le régime stalinien tchécoslovaque, entre autre, envoya ses intellectuels dissidents en usine pour les punir. (A la libération, la Belgique fit la même chose en envoyant les collaborateurs dans les mines.) Comme si, en elle-même, l'usine signifiait l'anéantissement de la pensée. Cette punition n'empêcha nullement ces intellectuels de penser. Elle ne peut empêcher personne, qui en a la volonté, de penser. Il ne fait que handicaper sérieusement les possibilités d'exprimer cette pensée. Il n'en reste pas moins que si l'usine peut être une punition pour un intellectuel qui pense, elle est une punition pour toute autre personne qui revendique la même prétention. Quiconque lutterait pour la libre pensée individuelle des salariés qui en manifestent le désir, appartiendrait aussi à l'histoire de la libre pensée.

Nous vivons dans une société matérialiste où les gens éprouvent peu le désir de penser librement, trouvant leur identité dans leur activité professionnelle, leur salaire et leur capacité de consommer. Ce qui est vrai pour l'ensemble l'est encore plus, pour des raisons diverses, pour les ouvriers. Ainsi ce monde semble en paix et sans contradictions. Pourtant, qu'un ouvrier manifeste son désir d'affirmer sa dignité humaine, ne trouvant pas de relais pour satisfaire ce désir, il fait l'expérience de son état de colonisé.

Je me vois mal essayer de faire partager les sentiments que je livre ici à un syndicat ou à un parti. Je me vois mal leur expliquer que les structures de leurs appareils et les limites de leurs projets représentent les limites de leur conception de l'homme, les limites de l'idée qu'ils se font de moi.

On m'a déjà dit : *« Ecoutez mon vieux ! Adressez-vous à une revue anarchiste ! »*. Mais si je m'exprime dans une revue anarchiste, je m'y exprimerais en tant qu'anarchiste, pas en tant qu'ouvrier qui cherche à mettre en valeur une contradiction sociale. De plus ce serait donner une définition restrictive de la libre pensée. Cela reviendrait à dire que la libre pensée est *essentiellement* anarchiste. Affirmation qui mérite d'être approfondie, j'en conviens.

Il semble qu'à notre époque la libre pensée soit une pratique réduite à quelques universités, à leurs étudiants et à leurs professeurs. Pour concevoir une libre pensée universelle, il faudrait concevoir une société entièrement composée d'étudiants et de professeurs. Ce serait une manière de résoudre la question du salariat, mais je doute qu'une telle société soit viable. De plus ce serait dire que la libre pensée est *essentiellement* universitaire. Peut-être serait-il préférable qu'elle soit anarchiste.

Je ne peux m'empêcher de m'interroger. Comment se fait-il que les bourgeois, appartiendraient-ils à des minorités telles que les femmes, les homosexuels, les musulmans, les juifs, les noirs, les écologistes... parviennent à se faire entendre dans le concert des hommes alors que les ouvriers salariés, qu'ils soient femmes, homosexuels, musulmans, juifs, noirs ou écologistes, n'écrivent jamais de romans, d'essais, de poésie, de théâtre, ne fassent jamais de films ou d'émissions de télévision ? Est-il possible que cette catégorie représente *réellement* la lie bornée de l'humanité ? Il est remarquable de constater que, 25 ans après sa mort, l'on se souvienne de Constant Malva (le mineur écrivain) comme d'une exception.

Ce n'est pas que je plaide pour une libre expression populiste ou prolétarienne. Ce serait se limiter. Le fait d'être ouvrier ne constitue pas un gage de talent. Armand Robin avait raison lorsqu'il écrivait *« il est nécessaire de se le proclamer contre son propre désir : il n'existe pas de littérature du peuple et ne pourra sans doute en exister. La seule littérature où passe quelque chose du peuple est celle qui conte le contact d'un échappé de l'humanité oubliée avec une civilisation faite d'oublis, mais cette littérature désespère de rester populaire, souvent même elle désespère le peuple ».*

Je dois à mes origines bretonnes mon goût pour la question de l'identité. Je dois à mon expérience de jeune ouvrier parisien mon goût pour la contestation sociale. Je dois à mon long séjour en Belgique, à 300 km d'un jacobinisme très centralisé, mon goût pour une certaine forme de diplomatie. Il est possible que, si la sélection sociale m'avait fait employé de bureau au lieu d'ajusteur, je n'aurais jamais été livré aux frustrations qui me hantent. Cela aurait peut-être été dommage. De toute façon c'est trop tard. Je ne suis ni breton ni contestataire ni diplomate, je veux être bourgeois.

Cela ne veut pas dire que je veux devenir un de ces ignobles personnages décrits par Balzac ou par Zola. Cela veut simplement dire que je revendique, en tant qu'ouvrier ou chômeur, le droit individuel à la liberté d'expression. Je revendique le droit de demander à un employeur d'où il tient la légitimité de m'exploiter, de m'imposer son discours libéral en même temps que sa conception du monde.

Je le dis avec la précipitation de celui qui se décide enfin transgresser sa timidité : l'identité d'ajusteur (pauvre chose utilitaire) ne me suffit pas. Comme n'importe quel être humain j'aspire à ce que l'on s'intéresse à mon humanité. L'exil du colonisé est insupportable, je veux que l'on me reconnaisse une identité humaine, le droit à la liberté de pensée effective et individuelle.

L'un des passages de votre article qui me concerne le plus est celui-ci : *« Il existe très certainement une libre pensée primaire, primitive, qui était le fait de gens incultes, mais de bon sens ; incapable de formuler leurs idées d'une manière très cohérente (surtout face à des hommes d'Eglise, intellectuels et redoutables dialecticien. »*

J'apprécie ce passage car vous osez imaginer l'existence d'une pensée libre d'origine populaire, se manifestant hors des sentiers officiels. Ce passage me rend malheureux parce que vous l'écrivez à l'imparfait, songeant à des peuples qui ont vécu autrefois. Je ne vous reproche rien, surtout pas le fait que vous soyez littéraire ou historien. Il n'en est pas moins vrai qu'il existe des gens qui vivent aujourd'hui, qui ne sont pas totalement incultes, et qui tentent de penser librement, même au risque d'aboutir à une pensée erronée. Pourtant l'expression de leur pensée est écrasée par les stratifications sociales, ce qui fait que notre époque se trouve ainsi privée d'une partie non négligeable de son regard.

Je ne revendique pas de devenir journaliste ou professeur. Je ne refuse pas d'être ajusteur. Ce que je refuse c'est d'être enfermé dans un univers de taux de salaires, de sécurité, d'hygiène et de représentation électorale.

Il me semble que la plus grande malédiction de notre civilisation réside dans le fait que l'homme-ouvrier a été trahi puis abandonné par l'homme intellectuel, qui l'a exilé dans un monde purement utilitaire.

Bien sûr, j'ai eu l'occasion de publier quelques brochures. Mais dans ces rares occasions où j'ai pu m'exprimer, j'ai toujours été contraint de m'exprimer contre ce monde. Penser et se penser contre l'époque dans laquelle on vit est toujours une douleur. Ainsi la liberté de penser est effectivement négative. Non pas parce qu'elle se manifeste par l'usage de préfixes privatifs, comme vous le souligner, mais parce qu'elle s'exprime sous la contrainte de l'exil.

Que la liberté de pensée des pauvres doive se murmurer à l'ombre de la liberté de pensée officielle constitue une défaite pour la liberté de pensée toute entière. Je sais bien que le spectacle d'un ouvrier qui essaye de penser dans sa chambre sans chauffage offre peu d'intérêt. Les curieux déçus perdent rapidement l'envie de s'approcher davantage. Pourtant *là aussi les dieux sont présents*.

Je n’ai pas de questions particulières à vous poser. Je n’ai pas de revendications particulières à formuler. Vous m'avez donné l’occasion de communiquer avec un vivant, et je vous en remercie. J'ai conscience d’avoir abusé de l’occasion et je m'en excuse.

Je regrette simplement qu’il me faille attendre des lustres avant qu’un improbable historien s'aperçoive qu’en cette fin de 20ème siècle des salariés ont manifesté la velléité de penser librement, mais ont été tenus en dehors du débat de leur temps. En attendant, cloîtrés dans « nos » ateliers ou dans « nos » bureaux de chômage, *« nous tournons en rond dans la nuit et un feu nous dévore »*.

Yves Le Manach.